

## **DELIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil huit, le trois novembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie METADIER, Maire.

### **Etaient présents :**

Mesdames et Messieurs Michelle COURNARIE, Philippe MEREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VEQUAUD, Estelle PATOZ, Michelle GRATADE, Pascal BEAUSSIER, Dominique MACE, Michèle VILLATTE, Marie-Claire BOUIN, Joël ANTIER, Olivier PIQUEUX, Fabrice DAVOIGNEAU, Jean-Claude DUPAS, Jérôme TARNIER, Monique GUERY

### **Absents excusés :**

Monsieur Frédéric DUPUIS (pouvoir à Michelle COURNARIE).

Monsieur Olivier PIQUEUX est élu secrétaire.

Le compte-rendu du dernier Conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

### **DESIGNATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL POUR SIGNER L'AUTORISATION DE DECLARATION PRÉALABLE SOLLICITÉE PAR M. JEAN-PIERRE METADIER**

M. Jean-Pierre Métadier a déposé, à titre personnel, le 15 octobre 2008, une déclaration préalable enregistrée sous le numéro DP 037.020.08.30039. Ce dossier est en cours d'instruction auprès de la DDE de Loches

L'article L.422-7 du code de l'urbanisme dispose que « *si le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis de construire ou de la déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le Conseil municipal de la commune ou de l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision* ».

Il est demandé, en conséquence, au conseil municipal de désigner un de ses membres pour signer la déclaration préalable sollicitée par M. Jean-Pierre Métadier.

Il est proposé au conseil municipal de désigner monsieur Philippe Méreau.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité,

- De prendre acte et de désigner M. Philippe Méreau, pour signer l'arrêté de la déclaration préalable déposée par monsieur Jean-Pierre Métadier sous le n° DP 037.020.08.30039 le 15 octobre 2008.

### **SIÈGE DEPARTEMENTAL D'INDRE-ET-LOIRE DU COMITÉ NATIONAL D'ACTION SOCIALE POUR LE PERSONNEL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

M. Bandeville explique au Conseil municipal qu'il a été élu Président de la délégation d'Indre-et-Loire du Comité National d'Action Sociale pour le Personnel des Collectivités Territoriales (CNAS).

Il demande que le siège social de cette délégation soit installé à la Mairie de Beaulieu-lès-Loches. Une convention de partenariat sera signée entre le CNAS et la commune de Beaulieu-lès-Loches à compter du 3 octobre 2008. En contrepartie le CNAS remboursera à la Commune les frais afférant au fonctionnement de la délégation, soit 420 € pour la période du 3.10.08 au 31.12.08.

Après en avoir délibéré et voté (18 voix pour et une abstention), le Conseil Municipal:

- Accepte l'installation du siège de la délégation départementale d'Indre-et-Loire à la mairie de Beaulieu-lès-Loches,
- Autorise Mme le Maire ou Mme Cournarie à signer la convention de partenariat avec le CNAS,
- Autorise Mme le Maire ou Mme Cournarie à signer l'annexe financière qui sera fixée à 420 € pour la période du 3.10.08 au 31.12.08.

### **CHOIX DE L'ÉQUIPE CHARGÉE DE L'ÉTUDE ZPPAUP - DEMANDE DE SUBVENTION ET ENGAGEMENT FINANCIER**

Par délibération en date du 5 mai 2008, le conseil municipal a décidé de mettre à l'étude une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) sur la commune et de consulter les cabinets d'études susceptibles de réaliser l'opération.

La commission d'appel d'offres et la commission ZPPAUP réunies les 2 et 23 octobre 2008, assistées par la DDE et le Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine, proposent de retenir le cabinet d'études Rayko GOURDON, Architecte, 10 rue de Portefort- 63000 Clermont-Ferrand, dont le montant d'études s'élève à 34 000 € HT (soit 40 664 € TTC).

Les frais afférents à ce dossier, c'est-à-dire les publications légales, l'impression des dossiers et des documents d'information des habitants, les honoraires de l'enquête publique, s'élèvent à 6 923,40 € TTC.

Le coût total de l'étude est donc estimé à 47 587,40 € TTC.

La subvention du Ministère de la Culture et de la Communication pourrait ainsi être de 23 793,70 €, correspondant à 50% de ce coût.

Le Conseil Général et le Conseil Régional sont également sollicités.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

- approuve le choix du bureau d'études Rayko GOURDON en vue de la création de la ZPPAUP pour un montant de 40 664 € TTC,
- approuve le montant prévisionnel de 47 587,40 € TTC qui comprend les honoraires de l'étude, les publications légales, l'impression des dossiers et des documents d'information des habitants, les frais afférents à l'enquête publique,
- sollicite l'aide financière de l'État pour un montant de 23 793,70 €,
- autorise Mme le Maire à solliciter des subventions les plus élevées possibles auprès du Conseil Général et du Conseil Régional,
- s'engage à financer la totalité de l'opération soit 39 788,80 € HT (47 587,40 € TTC) sur le budget de la commune et à en assurer la maîtrise d'ouvrage,
- atteste que la commune ne récupère pas la TVA,

- s'engage à ne pas commencer le projet d'études avant que le dossier ne soit déclaré complet par les services de la DRAC,
- autorise Mme le Maire ou Mme Cournarie à signer toute pièce relative à ce dossier.

## **VIREMENTS DE CREDITS**

Afin de pouvoir faire exécuter l'installation de thermostats thermostatiques et différents travaux de peinture dans les logements 25 et 25B rue de Guigné, d'acquérir des étagères pour les archives, le Conseil Municipal décide à l'unanimité de réaliser les virements de crédits suivants :

<b>Programme</b>	<b>Article Chapitre</b>	<b>Libellé</b>	<b>Investissement dépenses</b>
128 Templiers	2313	Immo en cours-constructions	- 2 900 €
160 25, rue de Guigné	2313		+ 2 000 €
	024	Produits des Cessions	+ 2 150 €
161 25 bis rue de Guigné	2313	Immo en cours-constructions	+ 2 150 €
135 Mairie	84	Mobilier	+ 900 €

## **CREATION D'UN CIRCUIT TOURISTIQUE**

Mme Cournarie, Première Adjointe, en charge du patrimoine et du tourisme, explique :

Notre slogan de campagne était « **Ensemble pour Beaulieu, conjugons patrimoine et avenir** ». Ce qui implique une politique axée sur une information permanente vis-à-vis des Bellilociens, mais aussi tournée vers le tourisme, source de développement durable.

Pour sauvegarder son patrimoine, développer économiquement la Commune, lui donner un attrait supplémentaire pour l'installation de jeunes familles, la municipalité de Beaulieu est persuadée que le tourisme est un axe prioritaire.

Dans le cadre de cette politique de mise en valeur du potentiel touristique de Beaulieu-lès-Loches, la municipalité a décidé la mise en place d'un circuit de découverte invitant à l'initiation et la sensibilisation au patrimoine extraordinaire de la Commune, patrimoine bâti et patrimoine environnemental.

En raison de la qualité et de la quantité de sites:

- Bâtiments inscrits ou classés,
- Monuments ouverts au public,
- Particularité historique,
- Etat de conservation,
- Murs et détails de certaines maisons à découvrir en flânant,
- Patrimoine environnemental,

il paraît intéressant de créer un circuit de découverte au fil des rues et des ruelles de la ville de Beaulieu la monastique, pour une mise en valeur au profit d'un maximum de visiteurs français ou étrangers, enfants des écoles, jeunes, familles ou plus âgés.

## **Les objectifs de ce projet**

- Répondre à une demande : lors des visites nocturnes insolites que nous avons réalisées l'été dernier, dix soirs étalés en juillet et août ou lors des journées du patrimoine, les Bellilociens et les touristes nous ont confirmé l'importance qu'ils donnaient à notre patrimoine,
- Proposer une découverte originale de la cité en y intégrant les édifices, le patrimoine bâti, les murs, les détails de maison mais aussi le patrimoine environnemental et paysager,
- Développer un circuit permettant aux touristes de visiter à leur rythme, à pieds ou en vélo la ville, en s'arrêtant devant chaque point d'intérêt, sans nécessité de guide.

## **Réalisation**

La concrétisation de ce concept est basée principalement sur quatre supports :

- La mise en place d'un cheminement matérialisé par des PLAQUES (logo + numéro) gravées en laiton, positionnées au sol devant chaque étape du parcours,
- Des PLAQUES (logo+flèche) gravées en laiton, positionnées entre chaque étape pour guider les visiteurs,
- Des PANNEAUX EXPLICATIFS comportant une photo ou illustration et un texte rendront la visite plus didactique,
- La pose de ces différents éléments,
- Des PLAQUETTES/PLANS bilingues de présentation du parcours avec couverture, textes, photos des étapes et cartographie du circuit. Leur contenu facilitera la compréhension des épisodes historiques, les tendances architecturales, la présence de personnages illustres, la vie aux époques concernées, ... etc.

Mme Cournarie précise :

Le coût global estimatif du circuit est de 22 000 € HT, soit 26 312 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Subvention du Conseil Général d'Indre-et-Loire, Service patrimoine (40 % du HT)	8 800 €
Subvention programme européen Leader 2007-2013 (géré par le Pays) (40 % du HT)	8 800 €
Commune (20 % du HT + TVA)	8 712 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide la réalisation de ce circuit touristique selon le plan de financement énoncé ci-dessus,
- Charge Mme le Maire ou Michelle Cournarie, son Premier Adjoint, de déposer une demande de subvention auprès du Conseil Général d'Indre-et-Loire, service Patrimoine,
- Charge Mme le Maire ou Michelle Cournarie, son Premier Adjoint, de déposer une demande de subvention auprès du Pays Touraine Côté Sud, programme Leader 2007-2013,
- Autorise Mme le Maire ou Michelle Cournarie, son Premier Adjoint, à lancer un appel d'offres pour la réalisation de ce circuit et à signer tous documents utiles au bon aboutissement du projet.

## **LOYER DE L'ANCIEN LOCAL POMPIERS**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que M. Jacky RAPHEL loue à la commune l'ancien local pompiers sur la place du Maréchal Leclerc, à usage de garage, pour un loyer de 20 € par mois. Durant deux mois, M. Jacky RAPHEL n'a pu utiliser le local indépendamment de sa volonté (travaux).

Mme le Maire propose de déduire de son prochain appel semestriel, la somme de 40 € correspondant à deux mois de loyer.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal décide à l'unanimité,

- de déduire 40 € du prochain appel semestriel de loyer pour le garage qu'occupe M. Jacky RAPHEL place Maréchal Leclerc.

## **INFORMATIONS**

Lecture du courrier d'un riverain de Linière qui se plaint d'odeurs très désagréables certains jours aux abords de l'entreprise Avon Polymères. Un autre riverain se plaint de bruits.

Le problème des odeurs serait résolu depuis le mois d'octobre.

La séance est close à 22H20